

Le Canada et l'Afrique

du RENAMO ont perturbé la production agricole intérieure et les liaisons vitales pour la région.

Le Canada a fourni au Mozambique une aide alimentaire et des secours d'urgence sur une large échelle. Par l'entremise de la SADCC, nous contribuons de façon importante à la réfection du réseau ferroviaire de Nacala et nous suivons étroitement les plans visant à moderniser les installations portuaires de Beira. Nous demandons instamment à l'Afrique du Sud de mettre un terme au soutien qu'elle accorde au RENAMO, pour permettre au Mozambique de se développer sans entrave.

Dans ce pays, la communauté des ONG exécute plusieurs projets, y compris un plan d'aménagement rural financé de façon bilatérale et administré par CUSO. Parmi les autres projets en cours, mentionnons l'expansion d'une station terrestre et l'étude d'un système de distribution des aliments.

Le gouvernement examinera favorablement la possibilité d'accorder une aide additionnelle à ce pays. Je crois savoir qu'une mission canadienne organisée par la communauté des ONG

s'y est rendue récemment et que l'entreprise a été couronnée de succès. Ma collègue, l'honorable Monique Landry, et moi-même avons reçu le rapport de la mission et nous examinerons avec soin ses recommandations. La semaine prochaine à Ottawa, Mme Landry discutera de la situation au Mozambique avec le ministre de l'Information, M. Hunguana.

Nous travaillons en outre en étroite collaboration avec la SADCC et certains des Etats membres à encourager l'investissement privé canadien dans la région. Cet investissement s'accompagnera d'une aide gouvernementale, sous diverses formes appropriées.

Il importe que nous coordonnions nos efforts avec ceux des autres pays qui affectent d'importantes ressources à l'aide et au développement dans la région, de sorte que nos programmes se renforcent mutuellement. Nous désirons en particulier travailler en étroite collaboration avec les représentants du Fonds des pays non alignés pour l'Afrique ; plus tôt ce mois-ci à New Delhi, j'ai discuté avec le Premier ministre Ghandi des arrangements grâce auxquels cette collaboration pourrait se matérialiser.

Au cours des deux dernières années — un laps de temps relativement court — la situation a sensiblement évolué en ce qui concerne l'Afrique du Sud. Les nations occidentales se sont engagées sur la voie des sanctions. L'ANC est de plus en plus accepté comme interlocuteur. La Barclay's et d'autres sociétés quittent l'Afrique du Sud.

La dissension gronde de plus en plus dans les rangs de la communauté blanche sud-africaine. Les efforts sont davantage coordonnés et axés sur les besoins des Etats de la ligne de front et leur développement, et le régime sud-africain a modifié certaines lois d'apartheid mesquin, notamment. Mais beaucoup d'autres choses n'ont pas changé. La discrimination raciale systématique reste au cœur de la politique sud-africaine. Les Noirs ne peuvent toujours pas voter et vivre sur un pied d'égalité avec les autres Sud-Africains dans leur propre pays. On musèle la presse, on emprisonne les enfants, la violence s'étend. Le sombre avertissement lancé par le groupe de personnalités éminentes n'a rien perdu de son urgence et de sa pertinence : à défaut d'un règlement négocié, le chaos, le carnage et la destruction règneront, et l'on pourrait assister au pire bain de sang depuis la Seconde Guerre mondiale.



● L'Evêque anglican Desmond Tutu, Prix Nobel de la Paix.

